

Glyphosate : que va faire la France ?

Faute avouée, à moitié pardon-
née ? Pas si sûr ici... Dans son
interview tonitruante au *Parisien*
sur les non-vaccinés, le président
de la République, Emmanuel
Macron, s'est aussi livré à un *mea culpa* sur
la promesse non tenue de sortie du glypho-
sate en trois ans. « C'est l'erreur que j'ai com-
mise en début de quinquennat : il faut agir
sur ces sujets au niveau européen. Cela ne
marche pas si on le fait tout seul. »
Comment une telle évidence a-t-elle pu lui
échapper au moment d'écrire en novem-

*Ce n'est pas parce que
le Président Macron a fait son
mea culpa sur le glyphosate qu'il
a renoncé à « avoir sa peau ».*

bre 2017 son fameux tweet impulsif annon-
çant l'interdiction de l'herbicide « au plus
tard dans trois ans » ? Lui, l'Européen con-
vaincu, ne pouvait ignorer que les agricul-
teurs français opèrent dans un marché con-
currentiel ouvert au sein de l'UE et que ce
genre de décision unilatérale concernant
une molécule-clé créerait des distorsions.
« Certains agriculteurs m'ont dit que si on
les obligeait à sortir rapidement, ils allaient
mettre la clé sous la porte, parce que leurs
concurrents espagnols ou italiens, eux, pou-
vaient continuer à produire », a ajouté le
chef de l'État dans un truisme confondant.
Alors que notre pays est embourbé dans ce
dossier depuis près de cinq ans, qu'une
énergie folle aura été dépensée sur cette
question (rapport Inra, mission parlemen-
taire de sortie du glyphosate, etc.), on aura
au moins appris une chose lors de ces inves-

tigations : rien que pour les grandes cultu-
res, la douloureuse est estimée entre 50 et
150 euros par hectare. Les pouvoirs publics
auront également réalisé que l'arrêt du gly-
phosate signifierait la mort de la promet-
teuse agriculture de conservation (comme
en témoigne cette semaine l'agricultrice
Sarah Singla en page 15).

En fait, la réponse faite dans *Le Parisien*
n'éclaire pas sur la doctrine future du chef
de l'État. Va-t-il continuer à s'obstiner pour
avoir la peau du glyphosate ? En l'occur-
rence, va-t-il profiter de la présidence fran-

çaise de l'UE pour porter une « ini-
tiative forte de sortie accélérée des
pesticides », comme il l'a annoncé
en septembre devant le congrès
mondial de l'UICN (associations
environnementales) ? **S'il est
encore aux commandes après les
élections, se rangera-t-il à l'avis
que remettra l'Efsa, l'autorité**

**européenne de sécurité des aliments, ou
conservera-t-il une position idéologique ?
Sans préjuger de cet avis, on sait depuis juin
dernier que les quatre agences sanitaires
européennes (France, Hongrie, Pays-Bas,
Suède) chargées du rapport de réévalua-
tion (1) pour éclairer l'Efsa ont déjà formulé
des conclusions nettes : le glyphosate n'est
ni cancérigène, ni mutagène, ni reprotoxi-
que. Alors que choisira-t-il : la science ou la
démagogie ?**

(1) L'actuelle autorisation europé-
enne du glyphosate se termine
fin décembre 2022.



par **PHILIPPE
PAVARD**

rédacteur en chef